

Londres réexamine toutes les licences d'exportation conclues avec Israël, notamment celles sur les armes et les équipements militaires, pour s'assurer qu'elles sont « appropriées » au vu de la situation à Gaza, a indiqué lundi un porte-parole du gouvernement britannique.

« Nous examinons actuellement toutes les licences d'exportation passées avec Israël afin de confirmer que nous les jugeons appropriées », a déclaré un porte-parole des services du Premier ministre, David Cameron.

Le gouvernement britannique a approuvé des licences pour la vente d'équipements militaires à Israël d'un montant d'au moins 42 millions de livres (52,7 millions d'euros) depuis 2010, selon les chiffres gouvernementaux obtenus par la Campagne contre le commerce des armes (CAAT).

« Clairement, la situation actuelle a changé par rapport au moment où certaines licences ont été octroyées et nous examinons ces licences au regard de la situation actuelle, mais aucune décision n'a été prise outre celle de les réétudier », a précisé ce porte-parole.

Le comité parlementaire qui traite du contrôle des exportations d'armes a demandé au gouvernement de vérifier que les ventes à Israël respectaient les critères d'attribution des licences.

Ces critères prévoient que les biens exportés ne doivent pas être utilisés pour mener *« une répression interne ou des abus des droits de l'Homme, pour provoquer ou prolonger des conflits armés, ou encore pour aggraver des tensions existantes »*.